



9 novembre 2017

# Qui croit encore que les démunis ont la belle vie ?

## Caritas Alsace Réseau Secours Catholique publie son RAPPORT STATISTIQUE SUR L'ETAT DE LA PAUVRETE

Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, en France, a augmenté d'un million depuis la crise financière de 2008 pour atteindre aujourd'hui près de 9 millions de personnes.

**Pour la construction de ce rapport portant sur les rencontres de l'année 2016, 7 946 fiches statistiques ont été renseignées en Alsace et analysées.**

**En 2016, les 2 015 bénévoles de Caritas Alsace ont rencontré 13 648 situations de pauvreté, correspondant à plus de 34 000 personnes ; des chiffres en augmentation depuis 2011 (9 788 situations soit 24 400 personnes). Les bénévoles observent que l'ancrage dans la précarité se maintient. Si en 2011, 26% des situations rencontrées étaient déjà connues, elles sont 40% aujourd'hui.**

### ■ DEMANDES EXPRIMEES :

Les **demandes d'écoute augmentent** au fil du temps de façon générale. Ce sont les demandes les plus souvent formulées pour l'ensemble des ménages accueillis : 8 sur 10 d'entre eux.

Les ménages qui ne formulent pas de demande d'écoute sont plus souvent en emploi ou au chômage indemnisé que la moyenne, leur niveau de vie est moins faible. Les demandes d'aide à la mobilité et aux démarches administratives augmentent également fortement.

La part de personnes qui formulent une **demande alimentaire** s'est réduite au cours du temps, passant de 70 % en 2012 à 55 % en 2016. On peut mettre en lien cette évolution avec celle de la politique des aides du réseau Secours Catholique.

### ■ DEMOGRAPHIE :

#### ■ TYPOLOGIE DES MÉNAGES

**Les familles monoparentales** sont très présentes dans les accueils de Caritas Alsace, elles représentent trois ménages rencontrés sur dix (26% de mères isolées). 62 % des situations rencontrées concernent au moins un enfant. Au total, **plus de 8 000 enfants** en situation de pauvreté sont aidés par les équipes de Caritas Alsace, dont 70 % ont moins de 11 ans. 53% du budget de Caritas Alsace sont ainsi directement orientés vers les familles.

#### ■ DES FEMMES AUX SITUATIONS TOUJOURS PLUS FRAGILES

**Les femmes représentent la majorité des adultes rencontrés** par les équipes en 2016 : 56,3 % (chiffres stables p/r à 2015). Contrairement au reste de la France, la proportion des hommes seuls et celles des pères seuls parmi les personnes accueillis reste stable en Alsace.

#### ■ UNE PRÉCARISATION DES SENIORS ISOLÉS ET UNE VULNÉRABILITÉ DES JEUNES

La part des adultes âgés de plus de 50 ans a légèrement augmenté ces dernières années : 25 % de personnes de plus de 50 ans en 2016 contre 23 % en 2012.

Ce vieillissement progressif des adultes rencontrés touche principalement les adultes de nationalité française : leur âge médian a augmenté de 6 ans au cours des quinze dernières années, passant de 36 à 42 ans. Cette précarité croissante des seniors est avant tout le reflet d'une paupérisation des personnes âgées isolées. À l'inverse, la part des adultes autonomes les plus jeunes a eu tendance à diminuer, en particulier celle des jeunes de moins de 30 ans.

#### ■ UNE POPULATION ÉTRANGÈRE QUI SE RENOUVELLE ET AU STATUT PRÉCAIRE

**La part des étrangers** rencontrés dans les accueils **reste stable en 2016 à 48 %** (contre 39 % dans le reste de la France). Pourtant, leur part dans la population générale est stabilisée depuis les cinq dernières années entre 6 % et 7 %.

Les personnes d'origine étrangère présentes dans les accueils de Caritas Alsace vivent souvent dans des conditions de précarité extrême. 17 % d'entre elles sont en effet sans papier ou déboutées et n'ont donc aucune ressource.

#### ■ DES POPULATIONS URBAINES SURREPRÉSENTÉES ET PLUS FRAGILES

En 2016, la répartition géographique des situations de pauvreté rencontrées correspond peu ou prou à la répartition de l'ensemble de la population française sur le territoire : **près des trois quarts des personnes accueillies résident dans les grands pôles urbains**, environ 12 % dans des communes périurbaines situées à leur périphérie, et près de 15 % dans des villes de plus petites tailles ou en milieu rural.

#### ■ DES CONDITIONS DE VIE EN ZONES PÉRIURBAINES ET RURALES QUI SE PRÉCARISENT

Les populations des zones périurbaines, des petites villes et des campagnes apparaissent comparativement moins vulnérables, bien que leur fragilité ait connu une nette augmentation au cours des dix dernières années. Les ménages accueillis dans ces zones sont plus souvent des familles, vraisemblablement attirées par la disponibilité de logements plus grands et moins onéreux.

Les femmes seules et les couples sans enfant vieillissants sont également surreprésentés dans les villes plus petites et les campagnes, ce qui reflète la précarisation relative des seniors et des retraités aux petites pensions, concentrés dans ces espaces.

#### ■ UN NIVEAU DE VIE TOUJOURS TRÈS FAIBLE, UNE POLARISATION DES SITUATIONS FINANCIÈRES

Le seuil de pauvreté calculé par l'Insee est utilisé pour distinguer la population pauvre de celle qui ne l'est pas. Ce seuil correspond au niveau de ressources minimal pour atteindre un niveau de vie jugé décent. En France comme en Europe, on considère un seuil relatif, calculé d'après le niveau de vie médian dans la population totale. L'Insee calcule trois seuils : le seuil à 60 % qui est l'indicateur européen (Eurostat) ; le seuil à 50 % utilisé en France historiquement ; le seuil à 40 % qui donne le taux d'extrême pauvreté.

**Plus de 9 ménages sur 10 accueillis au Secours Catholique vivent sous le seuil de pauvreté à 60 %**, un taux qui est en légère baisse par rapport à 2015. Ces taux indiquent que Caritas Alsace accueille bien les populations qui se situent au plus bas de l'échelle des revenus

Les ressources dont les personnes accueillies disposent sont directement liées à leur situation professionnelle. Pour un grand nombre de familles, les prestations sociales constituent leurs seules ressources. Entre 2015 et 2016, le niveau de vie médian de l'ensemble des ménages accueillis par les bénévoles reste stable autour de 548 € par personne et par mois, mais on assiste à **une polarisation des situations financières rencontrées** :

- La proportion des ménages **sans aucunes ressources** a diminué de 8 points par rapport à 2015 pour atteindre 20 %, soit un ménage sur cinq en 2016. Ces ménages sans ressources sont bien

souvent des étrangers sans statut légal stable, qui n'ont pas le droit de travailler ni de bénéficier d'aides sociales.

- **Le revenu médian** des ménages accueillis **qui combinent travail et transferts** est de 1 303€. Celui des ménages qui **travaillent mais ne touchent pas de transferts** est en baisse et atteint 945 € (contre 1046€).
- DES REVENUS QUI AUGMENTENT MAIS NE SUFFISENT PAS : Le niveau de vie des ménages ayant un revenu non nul augmente de façon constante depuis 2010, + 10 euros par rapport à 2015. La baisse du taux de pauvreté des ménages accueillis déjà observée en 2015 se poursuit en 2016. Toutefois, ces seuils, basés sur les seuls revenus, ne reflètent pas **l'accroissement des difficultés liées notamment à l'augmentation du coût de la vie à laquelle font face les ménages les plus modestes.**
- La part de ménages mobilisant des sources informelles de revenu (transferts de la famille ou d'amis, mendicité, activités non formellement rémunérées) est aussi en augmentation (+ 3 points) parmi l'ensemble des ménages accueillis par le Secours Catholique.

## ■ SITUATIONS PAR RAPPORT À L'EMPLOI

### ■ DES ACTIFS EN EMPLOI PRÉCARISÉS

La moitié des personnes accueillies sont actives, contre 56 % dans la population générale. On constate toujours une part de personnes en CDI (plus de 10 %), mais ce sont des CDI qui ne permettent pas de subvenir à tous les besoins. Ainsi, on observe que **dans 22% des situations, une personne est en emploi, mais sans que les revenus suffisent aux besoins du ménage.**

Le temps partiel, dont la part a fortement augmenté depuis le début des années 2000, est le premier contrat signé par les travailleurs accueillis au Secours Catholique : 33,3 %, contre 19,3 % des salariés au niveau national en 2016 (référence INSEE).

Parmi les actifs, **la part de chômeurs (45%) en recherche d'emploi** demeure également très élevée au regard de leur part dans la société française dans son ensemble, mais elle reste stable.

**Les emplois aidés** sont a priori principalement accessibles à des « publics cibles », tels que nombre de personnes accueillies par Caritas Alsace : les demandeurs d'emploi de longue durée, les bénéficiaires de minima sociaux, les personnes handicapées, les personnes de plus de 50 ans au chômage depuis plus de trois mois, les jeunes sans aucune qualification ... Pourtant, durant les quinze dernières années, la part de personnes accueillies en emplois aidés est restée stable au taux très faible de 1 %.

Seul **1%** des personnes accueillies par l'association ont accès à **la formation professionnelle...** Ce sont majoritairement les moins de 25 ans : 25,8% de ceux qui sont en formation, or ils représentent 6% de la population accueillie ; alors que les 50-59 ans, 17% de la population rencontrée, ne sont que 7,7% parmi les personnes en formation professionnelle.

## ■ LOGEMENT ET CONDITIONS DE VIE

**31% des ménages rencontrés en 2016 vivent encore en logement précaire** (hôtel, caravane, mobile home, famille, abri, centre d'hébergement, rue, ...). Près de trois quarts des ménages rencontrés en 2016 vivent dans des **logements stables**, en majorité des locations HLM du parc social et des locations du parc privé. L'accès à un logement stable n'est pas gage de sortie de la précarité : **les charges directes** (loyer, mensualités de crédit) **et indirectes** (énergie, eau, communication), associées à l'occupation d'un logement, **pèsent lourdement dans le budget de ces ménages.**

**Les loyers bruts médians** (APL incluses) ont continué d'augmenter plus rapidement que l'inflation, mais de manière notablement modérée depuis 2010 avec une croissance de 1 %. Le montant des APL n'a pas toujours suivi cette augmentation, si bien que les loyers nets après leur déduction ont quant à eux crû plus vite (+ 1,8 % sur la même période).

Par conséquent, **le taux d'effort brut**, qui correspond à la part des dépenses de loyers bruts dans les ressources totales du ménage, reste très important : en l'absence d'aides spécifiques, les ménages rencontrés auraient à consacrer près de la moitié de leurs maigres ressources au paiement de leur loyer.

#### ■ ENDETTEMENT

**Les situations d'impayés** concernent une majorité (61%) des ménages rencontrés par les équipes Caritas Alsace en 2016, toutefois en baisse de 15 points depuis 2012 (76 %). Cette baisse est liée en partie à la part croissante de ménages étrangers sans statut et de ménages en errance (français ou étrangers) qui, faute de logements stables, n'ont pas de dépenses pouvant générer des impayés.

Les dettes sont dues à des budgets difficiles à boucler et non à des dépenses inconsidérées : **54% des impayés sont inférieurs à 1 000 €**, seuls 11% dépassent 5 000 €. Les impayés les plus fréquents concernent les loyers (44 %) et les dépenses en énergie (37 %). Les impayés de factures d'eau représentent 5 % des impayés, contrairement au reste de la France-Secours Catholique : 17,7 %.